

De la disparition du « pouvoir » et de la médiocratie macronesque

écrit par Alain Falento | 5 novembre 2024





Comme nous l'avons mentionné de nombreuses fois, le réel pouvoir a depuis bien longtemps déserté les ministères, l'Assemblée nationale et même l'Élysée.

Présidents, ministres et députés sont devenus de vulgaires scribes, dont la tâche consiste à transcrire en droit national le droit communautaire européen.

Ce déplacement du réel pouvoir vers d'autres sphères (industrie, finance ou presse) s'est bien entendu traduit par une terrible baisse de qualité de notre personnel politique.

Quoi qu'on puisse penser des politiciens du 20^e siècle, force est de reconnaître que nombre d'entre eux faisaient

montre d'un niveau intellectuel et culturel élevé, ou pour le moins d'une réelle envie de gouverner, au sens noble du terme.

Tout a commencé à se dégrader singulièrement avec N.Sarkozy, grand traître à sa patrie, incapable de faire la distinction entre vie privée et vie publique, qui entreprit d'ouvrir les portes des ministères à des gens qui n'avaient pas vocation à y accéder.

Le quinquennat de François Hollande fut, sous cet aspect, dans la droite ligne de son prédécesseur. Ce dernier porte cependant une responsabilité particulière, qui disqualifiera sa mémoire pour l'éternité : il est celui qui aura permis à E.Macron d'émerger en politique.

Non content d'abaisser encore un peu plus la dignité de la fonction présidentielle (en se faisant avoiner en direct par une famille de Roms sur BFM TV, la fameuse séquence Léonarda), F. Hollande est également responsable de la disparition du prestige de la fonction ministérielle, qu'il a souillée par des nominations d'incapables notoires, comme N.Vallaud-Belkacem, à des postes jadis prestigieux.

Cependant, son pire acte de forfaiture consista certainement à nommer E.Macron, ce sinistre fossoyeur, au poste de ministre de l'Économie, lui offrant ainsi une rampe de lancement vers l'Élysée.

D'aucuns prétendront que le golem Macron avait déjà été choisi par des forces obscures, et que tout était joué d'avance ; il n'empêche que F. Hollande, en sa qualité de Président de la République française, avait le devoir et la possibilité de ne pas offrir la France sur un plateau à cet être abject ; personne n'était en mesure de l'y obliger.

L'arrivée de Macron à l'Élysée, suivie dans ce sens par LFI, marquera l'avènement dans les lieux de pouvoirs d'individus qui, il y a une vingtaine d'année, n'auraient même jamais pu caresser l'espoir d'obtenir le moindre poste dans une sous-préfecture.

C'est à partir de ce moment que nos ministères et notre assemblée parlementaire devinrent de gigantesques cirques. Tarés en tout genre, toxicomanes, [dipsomanes](#), agresseurs sexuels ou même analphabètes sont maintenant légion au sein de notre représentation nationale.

La présence de cette engeance de nuisibles n'est en réalité que le symptôme de la main mise complète de l'*Union européenne* sur nos institutions.

Jusqu'à l'arrivée de E.Macron, le mot « pouvoir » avait encore un sens : un homme se présentait devant le Peuple français afin d'être élu, de conquérir de le pouvoir, et faisait au moins semblant de l'exercer, bien que sa marge de manœuvre se soit réduite comme peau de chagrin sous l'emprise de l'*Union européenne*.

À cet effet, il s'efforçait autant que faire se pouvait de s'entourer de personnes plus ou moins compétentes, ou pour le moins expérimentées dans la chose politique.

D'ailleurs, la quasi-totalité des titres des livres politiques contenaient le mot « pouvoir » dans leur titre, ou faisaient de son exercice le sujet central.

Avec E.Macron, le paradigme a changé. Ce dernier a ouvert toutes grandes les portes de nos centres de pouvoir à des individus d'une médiocrité et d'une petitesse inouïs, incapables de faire la distinction entre une fonction et un emploi.

Ces gens ne sont pas en mesure de se hisser au niveau de la

charge qu'ils occupent. Ils ne sont même pas réellement intéressés par l'argent, leur seul objectif dans l'existence étant d'avoir un salaire, un logement, une voiture de fonction et d'aller au restaurant gratuitement le plus souvent possible, leur unique devise étant « *Pourvu que ça dure !* ».

Un petit passe-droit de temps en temps ne sera pas de refus, comme notre petit G. Attal privatisant un palais pour assister en amoureux avec son ancien compagnon S. Séjourné à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Paris. Comme tout ceci est mignon est tout plein !

Le désintéressement pour l'exercice réel du pouvoir est tel que même le mot a disparu de leur langage, remplacé par le ridicule « **en responsabilité** ».

Le Premier ministre de la France est donc devenu un vulgaire employé, un petit fondé de pouvoir de l'Union européenne, auquel cette dernière transfère des compétences pour une durée limitée.

N.Sarkozy, lorsqu'il qualifiait son Premier ministre F.Fillon de « collaborateur », était donc juste un petit peu en avance sur son temps.

Encore quelques années, et il est à peu près certain que ce « **en responsabilité** » laissera sa place à un terrible « **en charge** », américanisme qui réduira définitivement nos gouvernants à des gérants de restaurants de chaînes de fastfood.

À la différence près que le gérant d'un fast food est bien souvent actionnaire de ce dernier, et qu'il sait, lui, ce que signifie prendre un risque.

Alain Falento

